

*Accords fiscaux—Loi*

voulant aider dans le domaine de l'éducation. Et c'est pour ces raisons que nous continuons à augmenter et non à diminuer les crédits.

Et c'est là toute l'hypocrisie de l'opposition actuelle de vouloir se servir de mots pour essayer de faire croire à la population du Québec, entre autres, qu'au gouvernement fédéral ce sont des gens méchants, que les conservateurs sont des méchants, des gens qui coupent partout. Ils ont complètement tort puisque nous continuons à augmenter et, de plus, je dirai un peu plus tard comment nous augmentons.

Monsieur le Président, cela représente une moyenne d'augmentation pour les cinq prochaines années de 5 p. 100 par année. C'est beaucoup plus que l'augmentation subie par le coût de la vie, beaucoup plus aussi que l'augmentation des dépenses générales de notre gouvernement. Nos dépenses, monsieur le Président, sont de l'ordre d'environ 3.6 p. 100 par année et nous donnons environ 5 p. 100 par année en augmentation. Alors, imaginez que lorsqu'on nous dit que l'on «coupe» et que nous sommes méchants envers les provinces et dans des domaines tels que l'éducation et la santé... C'est complètement faux. C'est tellement faux parce qu'on fait même un effort supplémentaire, c'est-à-dire qu'on augmente cela plus rapidement que notre propre budget fédéral à l'intérieur du gouvernement fédéral. Alors, je pense que c'est un effort extraordinaire que les Québécois et les provinces devront comprendre, et je pense qu'ils le comprennent très bien, qu'ils vont mettre de côté les dires des libéraux actuellement, parce qu'ils essaient encore une fois de faire de la politique et de rendre confus tout ce projet de loi.

Bien que l'énoncé budgétaire de novembre 1984 et le Budget de mai 1985 aient amené le ministre des Finances (M. Wilson) à considérer de limiter la croissance des transferts au titre du financement des programmes établis, il n'en demeure pas moins que le Québec recevra davantage d'année en année. Par exemple, pour le financement des programmes établis, le Québec recevra en 1986-1987 environ 250 millions de dollars de plus.

Je donne les chiffres et vous ferez la différence: 1986-1987, par exemple, 4 milliards, 328 millions de dollars; 1987-1988, 4 milliards, 563 millions de dollars; en 1988-1989, 4 milliards, 798 millions de dollars; en 1989-1990, 5 milliards, 37 millions de dollars et 1990-1991, 5 milliards, 277 millions de dollars. Vous vous imaginez, ce n'est pas des «pinottes». C'est beaucoup d'argent, et qu'on ne me fasse pas croire le contraire. Et vous avez les preuves ici, ce sont des statistiques officielles du gouvernement. Il y a des augmentations régulières d'année en année pour aider le développement de l'éducation. Tantôt, la députée de Mount Royal (M<sup>me</sup> Finestone) disait que nous diminuions cela et que nous n'étions pas conscients de la formation de nos professeurs, etc., c'est complètement faux. Nous allons continuer et nous continuons à un rythme accéléré, comparativement aux moyens que nous avons.

Plusieurs députés de l'opposition nous ont fait croire aussi, encore, je le répète, que nous diminuions... Je vais vous citer un autre tableau que j'ai ici: Par exemple, en milliards de dollars, pour la santé en 1986-1987, 3.1 milliards de dollars; en 1987-1988, 3.2 milliards de dollars, et là, je divise la santé et le bien-être avec l'enseignement, pour bien définir et pour contredire ma collègue libérale de Mount Royal qui disait tantôt que nous diminuions les transferts dans l'enseignement. Eh bien,

seulement dans le domaine de l'enseignement en 1986-1987, 1.2 milliard de dollars; en 1987-1988, 1.3 milliard de dollars; en 1988-1989, 1.4 milliard de dollars. C'est 100 millions de dollars par année d'augmentation à l'éducation. Et c'est la même chose dans le domaine de la santé. Alors, il faut ramener les faits tels qu'ils sont.

On semble oublier toutes les ententes que les gouvernements fédéral et provinciaux ont faites. Nous avons dit pendant la campagne électorale—on a parlé tantôt de promesses—que nous ferions des efforts soutenus pour nous reconcilier avec les provinces. Il y avait une bataille constante. Il n'y avait plus rien qui bougeait entre les provinces et le gouvernement fédéral. Il fallait absolument trouver des solutions pour pouvoir travailler ensemble de façon «mature». Alors, je vous cite, par exemple, les ententes qui ont été signées entre le gouvernement du Québec et le Canada. Par exemple, dans le développement du tourisme, 100 millions de dollars ont été investis par le gouvernement canadien, en coopération avec le Québec. Cela, c'est bien important, et nous avons voulu le faire ensemble. Dans le développement industriel, 350 millions de dollars; dans le développement des entreprises de communication, 40 millions de dollars; dans les équipements culturels, 40 millions de dollars; dans le développement des forêts, 300 millions de dollars; dans le développement des sciences et technologies, dont on parlait tantôt et où on ne voulait pas faire de développement, on ne voulait plus faire de recherche, 100 millions de dollars; dans le développement des transports, 177 millions de dollars. C'est un autre 1.2 milliard qu'on ajoute aux neuf milliards dont je vous ai parlé précédemment. Imaginez-vous! On dit qu'on ne coopère pas avec les provinces, qu'on veut réduire dans le domaine de l'éducation, *et cetera*. C'est complètement faux. Et je dois dire à la population du Québec, qui m'entend, que nous faisons des efforts soutenus et que toute cette coopération permet d'avoir une gestion plus saine. Pour administrer cet argent, ça coûte encore meilleur marché puisque nous disons: Voici, le Québec, vous devrez administrer tel secteur d'activité et nous administrerons un autre secteur d'activité, ce qui fait que le coût d'administration est moindre et qu'on a plus d'argent pour aider au développement, à la recherche, à l'éducation et à la santé.

Si on parle de recherche et de développement... vous savez, dans le temps des libéraux par exemple, on dépensait de l'argent. Il n'y a rien de plus facile que de dépenser de l'argent et on jugeait le signe de dollar, c'est-à-dire le nombre d'argent qu'on dépensait par la qualité du service rendu, ce qui ne correspond pas toujours et souvent peu.

Pour avoir été dans l'entreprise privée pendant 15 ans, je peux dire que, quelquefois, avec peu d'argent on fait beaucoup de choses. Alors ce n'est pas ce qui se passait avant. On dépensait à tort et à travers des millions et des centaines de millions, et je dirais même des milliards de dollars, inutilement parce qu'on ne prenait pas le temps nécessaire pour aller en profondeur et évaluer de quelle façon on devait dépenser cet argent.

Alors, nous ce que nous avons fait, nous avons consulté les provinces, consulté les universités, consulté les grandes entreprises et nous avons dit: Comment pouvons-nous ensemble faire de la recherche, faire du développement? Est-ce qu'on doit rechercher, par exemple, dans les universités, est-ce qu'on doit rechercher pour rechercher ou bien si on doit rechercher